



Procès-verbal de la séance du conseil communautaire

du jeudi 16 juillet 2020 à 18h
Douarnenez Communauté

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Le 16 juillet de l'An Deux Mille Vingt à 18h, le Conseil communautaire légalement convoqué le 10 juillet 2020, s'est réuni à Douarnenez Communauté, sous la présidence de M. Philippe AUDURIER, Président.

Votants : 26

GRIJOL Christian, STEFANUTTI Isabelle, ABGUILLEM Christian, ANDASMAS Anissa, GUET François, TANGUY Patrick, RAHER Marc, SAVINA Henri, CHANTREAU Katell, KERVAREC Ronan, MANNEVEAU Julie, HERNANDEZ Marie-Thérèse, AUDURIER Philippe, POITEVIN Jocelyne, BOUCHERON Dominique, TILLIER Dominique, LE MOIGNE Philippe, LAOUENAN-LE LEC Françoise, POULMARC'H Bertrand, DREANO Christelle, GUILLEMOT André, CLEMENT Isabelle, JAFFRY Bernard, TANGUY Christine, TUPIN Hugues, CROM Florence.

Secrétaire de séance : Marc RAHER

Ordre du jour

Objet :

Administration Générale :

- Désignation des représentants de la communauté au sein d'organismes extérieurs
- Désignation des membres des commissions communautaires
- Désignation des membres du conseil d'exploitation de l'eau et de l'assainissement
- Election des membres de la commission d'appel d'offre
- Désignation des élus siégeant au sein du groupement de commande Douarnenez communauté/CCHPB/CCPBS
- Désignation membres du comité technique et du CHSCT (comité hygiène sécurité et conditions de travail)
- Indemnités de fonction du président et des vice-présidents
- Droit à la formation des élus communautaires

Finances :

- Vote du taux de TASCOT (Taxe sur les Surfaces Commerciales) 2021
- Décision modificative

Ressources humaines :

- Mise à jour du tableau des emplois
- Mise à jour du régime indemnitaire

Développement économique/habitat :

- Office public de l'habitat – Douarnenez Habitat – Désignation des membres du Conseil d'administration

Environnement déchets / Eau / Assainissement :

- Demande de raccordement au réseau d'adduction en eau potable à Kersuillec à POULDERGAT et participation par fonds de concours

Questions diverses

Monsieur Le Président de Douarnenez Communauté déclare la séance ouverte à 18h.

Le PV du Conseil communautaire du 9 juillet 2020 est adopté sans modifications.

Délibération : N° DE 40-2020

Objet : Désignation des délégués au sein des organismes extérieurs

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-33 et L. 5211-1 ;
Vu les statuts de Douarnenez communauté ;
Vu l'adhésion de Douarnenez communauté dans divers organismes extérieurs ;

Le conseil communautaire doit procéder à la désignation des délégués aux organismes extérieurs.

Il est proposé :

- **D'approuver la désignation des élus suivants dans les divers organismes extérieurs.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les dispositions proposées.

DELEGUES COMMUNAUTAIRES AUX ORGANISMES EXTERIEURS

| ORGANISMES | PROPOSITIONS DELEGUES TITULAIRES | PROPOSITIONS DELEGUES SUPPLEANTS |
|--|----------------------------------|----------------------------------|
| QUIMPER CORNOUAILLE DEVELOPPEMENT | Philippe AUDURIER | |
| | Marc RAHER | Christian GRJOL |
| | Marc RAHER | Philippe LE MOIGNE |
| | Florence CROM | Hugues TUPIN |
| | Jocelyne POITEVIN | Henri SAVINA |
| | Katell CHANTREAU | Julie MANNEVEAU |
| SIOCA (Syndicat Intercommunautaire Ouest Cornouaille Aménagement) | Philippe AUDURIER | |
| | Jocelyne POITEVIN | Anissa ANDASMAS |
| | Patrick TANGUY | Julie MANNEVEAU |
| | Florence CROM | |
| AMF (Association des maires du Finistère) | Philippe AUDURIER | |
| ARS (Agence Régionale Santé) | Hugues TUPIN | Isabelle STEFANUTTI |
| SAGE (Commission locale de l'eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux - Baie de Douarnenez (CLE)) | Hugues TUPIN | |
| | François GUET | |
| DDTM - PDALPD (Plan dpt d'action pour le des personnes défavorisées) | Françoise LAOUENAN | Christian GRJOL |
| EPAB (Etablissement public d'aménagement et gestion de la baie de DZ - Etablissement Public de gestion et d'Aménagement de la Baie de Douarnenez) | Marie-Thérèse HERNANDEZ | |
| | Katell CHANTREAU | |
| | Jocelyne POITEVIN | |
| OFFICE DE TOURISME | Philippe AUDURIER | |
| | Marc RAHER | |
| | Anissa ANDASMAS | |
| | Dominique BOUCHERON | |
| | Ronan KERVAREC | |
| | Christelle DREANO | |
| ULAMIR (Union Locale d'Animation en Milieu Rural) | Dominique TILLIER | Anissa ANDASMAS |
| MJC (Maisons des jeunes et de la culture) | Julie MANNEVEAU | Dominique TILLIER |
| Mission locale du Pays de Cornouaille | Dominique TILLIER | christian GRJOL |
| FINISTERE 360 | Dominique BOUCHERON | |
| MEGALIS | Marc RAHER | François GUET |
| PARC MARIN D'IROISE | Philippe AUDURIER | Hugues TUPIN |
| PESCA (Association de soutien et de promotion de la filière pêche) | Jocelyne POITEVIN | Marc RAHER |
| CORNOUAILLE INITIATIVE | Philippe AUDURIER | Christian ABGUILLEM |
| VALCOR | Florence CROM | Philippe AUDURIER |
| | Christian GRJOL | Katell CHANTREAU |
| | Patrick TANGUY | François GUET |
| SYMEED (syndicat mixte d'études pour l'élimination des déchets du Finistère) | Florence CROM | Philippe AUDURIER |
| TECHNOPÔLE QUIMPER CORNOUAILLE | Henri SAVINA | Anissa ANDASMAS |
| SAFI (Société d'Aménagement du Finistère) | Henri SAVINA | |
| SDEF (Syndicat Départemental d'Electrification du Finistère) Commission consultative de transition énergétique | Patrick TANGUY | |
| CHRYSALIDE | Isabelle Stefanutti | Anissa ANDASMAS |
| ACTIFE (Action Territoriale pour l'Insertion la Formation et l'Emploi) Quimper Cornouaille | Anissa ANDASMAS | Julie MANNEVEAU |
| Syndicat Portuaire | Philippe AUDURIER | Marc RAHER |
| Syndicat Nord Cap Sizun | Hugues TUPIN | |
| | Christian GRJOL | |
| Syndicat mixte de l'Aulne | Hugues TUPIN | M.T.HERNANDEZ |
| Ouesco | Ronan KERVAREC | Hugues TUPIN |
| CRIJ | Dominique TILLIER | |
| CPCHL (Commission Partenariale de Cornouaille pour l'Hébergement et le Logement) pilotage par QBO | Françoise LAOUENAN | Anissa ANDASMAS |

Délibération N° DE 41-2020

Objet : Désignation des membres des commissions communautaires

Le conseil,

Vu l'arrêté préfectoral n°AP 2019-340-0002 en date du 6 décembre 2018 portant statuts de Douarnenez communauté, conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-22 et L. 5211-1, L. 5211-40-1 permettant que des conseillers municipaux non élus communautaires soient membres de la commission ;

Considérant qu'au regard des articles énoncés ci-dessus, peuvent être formées « des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres ».

Considérant qu'au regard de l'article énoncé ci-dessus la composition des commissions doit « respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus » ;

Considérant que le conseil communautaire peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres selon des modalités qu'il détermine ;

Considérant qu'un conseiller communautaire membre d'une commission peut, en cas d'absence, être remplacé par un conseiller municipal de sa commune désigné par le maire, dans le respect du principe de représentation proportionnelle ;

Considérant que les conseillers municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation de ce dernier peuvent assister aux commissions, sans participer aux votes ;

DÉCIDE

1. De créer les 9 commissions thématiques intercommunales suivantes :

- la commission finances et mutualisation
- la commission ressources humaines
- la commission ressources et logistique, administration générale, numérique
- la commission social et services à la population (affaires sociales, petite enfance, jeunesse, santé et gens du voyage)
- la commission développement économique, habitat, haut débit et tourisme
- la commission urbanisme et PLUI
- la commission voirie et mobilité
- la commission déchets, propreté et algues vertes
- la commission environnement et transitions

2. De nommer 8 élus communautaires par commissions et d'ouvrir à 8 élus communaux les commissions suivantes :

- la commission social et services à la population (affaires sociales, petite enfance, jeunesse, santé et gens du voyage)
- la commission développement économique, habitat, haut débit et tourisme
- la commission urbanisme et PLUI
- la commission voirie et mobilité
- la commission déchets, propreté et algues vertes
- la commission environnement et transitions

3. De nommer les élus suivants dans les commissions :

- **la commission finances et mutualisation :**
 - Jocelyne POITEVIN
 - Florence CROM
 - Henri SAVINA
 - Ronan KERVAREC
 - Christian ABGUILLERM
 - Marie-Thérèse HERNANDEZ
 - Bertrand POULMARC'H
 - Patrick TANGUY

- **la commission ressources humaines**
 - Dominique TILLIER
 - Françoise LAOUENAN-LE LEC
 - André GUILLEMOT
 - Isabelle STEFANUTTI
 - Julie MANNEVEAU
 - Christian ABGUILLERM
 - Florence CROM
 - Ronan KERVAREC

- **la commission ressources et logistique, administration générale, numérique**
 - Hugues TUPIN
 - Anissa ANDASMAS
 - Christian ABGUILLERM
 - Julie MANNEVEAU
 - Marc RAHER

- **la commission social et services à la population (affaires sociales, petite enfance, jeunesse, santé et gens du voyage)**
 - Dominique BOUCHERON
 - Françoise LAOUENAN-LE LEC
 - Christine TANGUY
 - Hugues TUPIN
 - Anissa ANDASMAS
 - Isabelle STEFANUTTI
 - Patrick TANGUY
 - Ronan KERVAREC

- **la commission développement économique, habitat, haut débit et tourisme**
 - Isabelle CLEMENT
 - Dominique BOUCHERON
 - Bertrand POULMARC'H
 - Florence CROM
 - Henri SAVINA
 - Ronan KERVAREC
 - Anissa ANDASMAS
 - Christian GRIJOL

- **la commission urbanisme et PLUI**
 - Marc RAHER
 - Isabelle CLEMENT
 - Dominique TILLIER
 - Bernard JAFFRY
 - Marie-Thérèse HERNANDEZ
 - Henri SAVINA
 - François GUET
 - Isabelle STEFANUTTI

- **la commission voirie et mobilité**
 - Bernard JAFFRY
 - Dominique BOUCHERON
 - Philippe LE MOIGNE
 - André GUILLEMOT
 - François GUET
 - Florence CROM
 - Katell CHANTREAU
 - Marie-Thérèse HERNANDEZ

○ **la commission déchets, propreté et algues vertes**

- François GUET
- Christian GRIJOL
- Isabelle CLEMENT
- Jocelyne POITEVIN
- Patrick TANGUY
- Katell CHANTREAU
- Hugues TUPIN
- Ronan KERVAREC

○ **la commission environnement et transitions**

- Philippe LE MOIGNE
- Hugues TUPIN
- Christian GRIJOL
- Anissa ANDASMAS
- Isabelle CLEMENT
- Henri SAVINA
- Patrick TANGUY
- Florence CROM

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les dispositions proposées.

Délibération N° DE 42-2020

Objet : Désignation des membres du conseil d'exploitation de l'eau et de l'assainissement

Le Conseil,

Vu l'arrêté préfectoral n°AP 2018-340-0002 en date du 6 décembre 2018 portant statuts de Douarnenez communauté, conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la création du conseil d'exploitation de l'eau et de l'assainissement par délibération en date du 24 novembre 2016 ;

Vu la modification des statuts par délibération du 16 novembre 2017, portant le nombre de membres du conseil d'exploitation des régies de l'eau et de l'assainissement à 12.

Vu l'article 7 des statuts des régies de l'eau et de l'assainissement ;

Il convient de désigner 12 membres du conseil d'exploitation, répartis comme suit :

- 6 membres élus au sein du conseil communautaire,
- 5 membres élus au sein des conseils municipaux des cinq communes,
- 1 membre non élu et représentant les usagers, via un organisme de type association d'usagers ou de consommateurs.

DECIDE

2 D'élire les élus communautaires suivants membres du conseil d'exploitation :

- Julie MANNEVEAU
- François GUET
- Christian GRIJOL
- Isabelle CLEMENT
- Philippe LE MOIGNE
- Hugues TUPIN
- D'approuver les élus communaux suivants comme membres du conseil d'exploitation :
 - Sylvie VIGOUROUX-BUREL
 - Didier KERIVEL
 - Yves TYMEN
 - Guillaume TAHON
 - Pascal LACOURTE-BARBADAUX

3 D'approuver un représentant du CLCV (consommation, logement et cadre de vie) comme membre non élu.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les dispositions proposées.

Madame Sandrine SIMON indique que M. Philippe LE MOIGNE, élu communautaire ne peut briguer un siège d'élu communal au sein du conseil d'exploitation. Madame Jocelyne POITEVIN propose pour la commune de Douarnenez Madame Sylvie VIGOUROUX BUREL.

Délibération N° DE 43-2020

Objet : Désignation de la commission d'appel d'offres

Vu le Code Général des collectivités locales,
Vu le code de la commande publique,

La commission d'appel d'offres doit être constituée du Président (Président de la commission), et de cinq membres titulaires et de cinq suppléants, élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Peuvent en outre participer aux réunions de la commission d'appel d'offres :

- Une ou plusieurs personnes du service technique compétent pour suivre ou assurer l'exécution des marchés,
- Des personnalités désignées par le Président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de l'appel d'offres.

Lorsqu'ils y sont invités par le Président de la commission d'appel d'offres :

- Le comptable public et un représentant du directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Résultat du scrutin :

| Membres titulaires | Membres suppléants |
|---------------------------|---------------------------|
| Henri SAVINA | Julie MANNEVEAU |
| Christian ABGUILLERM | Anissa ANDASMAS |
| Marc RAHER | Bertrand POULMARCH |
| Hugues TUPIN | Florence CROM |
| Bernard JAFFRY | Philippe LE MOIGNE |

Il est proposé :

- **D'arrêter la liste des membres de la commission d'appel d'offres comme désignés ci-dessus.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les dispositions proposées.

Délibération N° DE 44-2020

Objet : Désignation des élus siégeant au sein du groupement de commande Douarnenez communauté/CCHPB/CCPBS

Le 4 juillet 2019 a été votée l'adhésion au groupement de commandes formé désormais par la communauté de communes du haut pays bigouden, la communauté de communes du pays bigouden sud et Douarnenez communauté, en vue d'assurer la gestion conjointe des aires d'accueil des gens du voyage de leurs territoires, en choisissant un prestataire commun.

La convention de groupement prévoit, dans son article 9, de désigner un vice-président, élu de Douarnenez communauté, et un suppléant afin de siéger au sein de la commission d'appel d'offres du coordonnateur (la CCPBS).

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, désigne Messieurs Marc RAHER et Christian ABGUILLERM pour siéger au sein du groupement de commande Douarnenez communauté/CCHPB/CCPBS.

Délibération N° DE 45-2020**Objet : Désignation des Elus à siéger au Comité Technique**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux Comités Techniques Paritaires des collectivités territoriales et leurs établissements publics ;

Vu la délibération du 2 juillet 2001 portant création d'un CT à Douarnenez Communauté ;

Vu la délibération n° DE 58-2018 fixant à 5 le nombre d'élus titulaires et à 5 le nombre d'élus suppléants, avec droit de vote ;

Il est proposé :

- de désigner les représentants ci-après pour siéger au Comité Technique :

| 5 TITULAIRES | 5 SUPPLEANTS |
|----------------------|---------------------------|
| Dominique TILLIER | André GUILLEMOT |
| Julie MANNEVEAU | Florence CROM |
| Christian ABGUILLERM | Françoise LAOUENAN-LE LEC |
| Isabelle STEFANUTTI | Anissa ANDASMAS |
| Philippe AUDURIER | Bertrand POULMARC'H |

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les dispositions proposées.

Délibération N° DE 46-2020**Objet : Désignation des Elus à siéger au CHSCT (comité hygiène, sécurité, conditions de travail)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ;

Vu la circulaire n°12-016379 D du 12 octobre 2012 ;

Vu la délibération N° DE 67-2014 du 18/11/2014 portant création d'un CHSCT à Douarnenez Communauté ;

Vu la délibération n°58-2018 fixant à 5 le nombre d'élus titulaires et à 5 le nombre d'élus suppléants siégeant au CHSCT, avec droit de vote ;

Il est proposé :

- de désigner les représentants ci-après pour siéger au CHSCT :

| 5 TITULAIRES | 5 SUPPLEANTS |
|----------------------|---------------------------|
| Florence CROM | Julie MANNEVEAU |
| Dominique TILLIER | André GUILLEMOT |
| Christian ABGUILLERM | Françoise LAOUENAN-LE LEC |
| Isabelle STEFANUTTI | Bertrand POULMARC'H |
| Philippe AUDURIER | Anissa ANDASMAS |

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les dispositions proposées.

Délibération N° DE 47-2020**Objet : Régime indemnitaire du Président et des Vice-présidents**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-12 ;
Vu la délibération DE 36-2020 fixant à 7 le nombre de Vice-Président ;

Considérant que, lorsque l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale est renouvelé, la délibération fixant les indemnités de ses membres intervient dans les trois mois suivant son installation ;

Considérant que le montant total des indemnités versées ne doit pas excéder celui de l'enveloppe indemnitaire globale ;

Considérant que Douarnenez Communauté fait partie de la strate démographique de 10 000 à 19 999 habitants et que les dispositions suivantes s'appliquent :

| | Taux par rapport à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique | Enveloppe maximale autorisée | Montant brut par mois |
|---------------------|---|------------------------------|-----------------------|
| Président | 48,75 % | 1896,08 € | 1896,08 € |
| Vice-Présidents (7) | 20,63 % | 4814,18 € | 687,74 € |
| Total | | 6710,26 € | |

Il est proposé :

- **D'approuver la répartition des indemnités comme ci-dessous :**

| | Coefficient délibéré | Montant mensuel brut | Nombre d'élus | Montant brut par mois |
|-----------------|----------------------|----------------------|---------------|-----------------------|
| Président | 48,75 % | 1896,08 € | 1 | 1896,08 € |
| Vice-Présidents | 20,63 % | 687,74 € | 7 | 687,74 € |
| Total | | 6710,26 € | | |

- **De prélever les dépenses d'indemnités de fonction sur les crédits inscrits et à les inscrire au budget principal de la communauté pour les exercices à venir.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les dispositions proposées.

Délibération N° DE 48-2020**Objet : Mise en place du droit à la formation des élus**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2123-12 à L. 2123-16 et L. 5214-8 ;

Considérant que :

- les membres du conseil communautaire ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions ;
- le conseil communautaire doit délibérer dans les trois mois suivant son renouvellement sur l'exercice du droit à la formation de ses membres, en déterminant les orientations et les crédits ouverts à ce titre ;
- le montant des dépenses de formation, qui incluent les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement ainsi que les pertes de revenu subies du fait de l'exercice de ce droit, ne peut excéder 20% du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux élus communautaires ;
- toute demande de remboursement doit être appuyée d'un justificatif ;

- un débat sur la formation des membres du conseil communautaire doit avoir lieu chaque année à l'appui du tableau récapitulatif des actions de formation des élus financées par la communauté.

DÉCIDE

- **D'inscrire le droit à la formation dans les orientations suivantes :**
 - o Etre en lien avec les compétences de la communauté ;
 - o Renforcer la compréhension de la gestion des politiques locales (ex : marché public, démocratie locale, etc.) ;
- **De fixer le montant des dépenses de formation à 5000 € (soit 5,5 % du montant des indemnités de fonction pouvant être allouées aux élus de la communauté) pour l'exercice 2020 ;**
- **D'autoriser le président de la communauté à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre du droit à la formation ;**
- **De prélever les dépenses de formation sur les crédits inscrits, à les modifier si besoin est et à inscrire au budget de la communauté pour les exercices à venir des crédits dédiés à la formation des élus.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les dispositions proposées.

Délibération N° DE 49-2020

Objet : TASCOM (taxe sur les surfaces commerciales) - Fixation du coefficient multiplicateur pour 2021

Depuis la loi de finances 2010, la TASCOM (taxe sur les surfaces commerciales) est affectée aux collectivités. Elle est due par les magasins de commerce de détail, ouverts après le 1^{er} janvier 1960, dont la surface de vente est supérieure à 400 m² et dont le chiffre d'affaires est supérieur à 460 000€. Le seuil de superficie de 400 m² ne s'applique pas aux commerces appartenant à une enseigne totalisant plus de 4000 m².

La collectivité bénéficiaire peut moduler la taxe, par application au produit de TASCOM d'un coefficient multiplicateur compris entre 0,8 % et 1,2 %. Ce coefficient peut évoluer de 0,05 % chaque année.

Pour rappel, la délibération DE 70-2018 a validé un coefficient à 1,05% pour 2019, puis la délibération DE 68-2019 a validé un coefficient de 1,10 % pour 2020. Il était prévu d'atteindre le maximum autorisé, graduellement, sur plusieurs exercices.

En effet ce choix fiscal va dans le sens du soutien aux petits commerces du territoire, en fiscalisant davantage les grandes enseignes.

Conformément aux dispositions du Code Général des Impôts, le vote doit intervenir avant le 1^{er} octobre de l'année pour une application l'année suivante.

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général des Impôts, notamment son article 1639 A bis,
Vu les délibérations DE 70-2018 et DE 68-2019,**

Il est proposé :

- **de fixer le coefficient multiplicateur de la TASCOM en 2021 à 1,15%.**
- **de charger Monsieur le Président de la notification de cette décision aux services préfectoraux.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les dispositions proposées.

Délibération N° DE 50-2020

Objet : Décision modificative budget SPANC n°1

Il est nécessaire de procéder à des ajustements comptables et d'approuver la décision modificative telle que présentée ci-dessous pour le budget SPANC :

| Dépenses de fonctionnement | | | Recettes de fonctionnement | |
|----------------------------|--|----------------------|----------------------------|--|
| | | Budget primitif 2020 | DM n°1 | |
| Compte 611 | Sous traitance | 500 € | +15 000 € | |
| Compte 023 | Virement à la section d'investissement | 41 529,95 € | - 15 000 € | |
| TOTAL SECTION | | 103 763,11 € | 103 763,11 € | |

| Dépenses d'investissement | | | | Recettes d'investissement | | | |
|---------------------------|------------------------|----------------------|-------------|---------------------------|------------------------------------|----------------------|-------------|
| | | Budget primitif 2020 | DM n°1 | | | Budget primitif 2020 | DM n°1 |
| Compte 2188 | Autres immobilisations | 43 519,95 € | -15 000 € | Compte 021 | Virement de section fonctionnement | 41 529,95 € | -15 000 € |
| TOTAL SECTION | | 72 151,06 € | 57 151,06 € | TOTAL SECTION | | 72 151,06 € | 57 151,06 € |

Du fait de l'impossibilité immédiate de poursuivre les contrôles d'assainissement en régie, il convient de confier ces prestations en sous-traitance.

Dès lors, des crédits sont rajoutés au compte 611 (chapitre 011) et retirés du virement à la section d'investissement. Par conséquent les dépenses d'investissement sont réduites du même montant.

Il est proposé :

- **d'approuver la décision modificative présentée ci-dessus.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les dispositions proposées.

A l'initiative de Monsieur Hugues TUPIN, une minute de silence est observée après le décès, quelques jours plus tôt, de l'agent en charge du SPANC, M.David LE BLEIS.

Délibération N° DE 51-2020

Objet : Mise à jour du tableau des emplois

Par délibération du 28 mai 2015, le conseil communautaire a acté la mise en place d'un tableau des emplois en lieu et place du tableau des effectifs existant préalablement.

Ce tableau des emplois est, dorénavant, calé sur la base de l'organigramme.

Des évolutions ont été présentées aux instances et il est proposé de modifier le tableau des emplois de la manière suivante :

1-A la maison de la Petite Enfance

Transformation d'un poste d'agent d'accueil des enfants à temps non complet de 15h en un poste à temps complet

Grade minimum : Agent social – Grade maximum : Agent Social principal de 1^{ère} classe

2- Direction des Ressources Humaines

Pour les postes de gestionnaires Emploi-Compétences-Recrutement-Formation, suppression du grade « d'assistant d'enseignement artistique ».

3- Autorisation de recruter des contractuels sur l'ensemble des postes permanents de la collectivité, étant précisé que ces recrutements interviendraient sous réserve qu'aucun fonctionnaire ne puisse être recruté dans les conditions prévues par la loi.

En fonction du niveau de recrutement (cadre d'emplois cible), de la nature des fonctions concernées, de l'expérience professionnelle antérieure des futurs remplaçants et de leur profil, l'autorité territoriale fixera le traitement du candidat dans les limites suivantes :

- Si l'agent a une expérience professionnelle reconnue pour les fonctions à exercer : le traitement sera limité à l'indice terminal du grade maxi correspondant à l'emploi concerné par le remplacement.

- en cas de moindre expérience pour les fonctions à exercer, le traitement sera limité à l'indice intermédiaire du grade maxi correspondant à l'emploi concerné par le remplacement.
- Si aucune expérience pour les fonctions à exercer n'est reconnue, le traitement sera limité au premier échelon du grade maxi correspondant à l'emploi concerné par le remplacement.

Le nouveau tableau des emplois se trouve en annexe.

Vu l'avis de la Commission du personnel du 22/06/2020,

Vu l'avis du Comité Technique du 22/06/2020,

Il est proposé :

- **D'adopter le tableau des emplois ainsi proposé qui prendra effet à compter du 1er septembre 2020,**
- **De dire que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois seront inscrits au budget**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les dispositions proposées.

Délibération N° DE 52-2020

Objet : Mise à jour du régime indemnitaire

Par délibération du 13 décembre 2018, le conseil communautaire a validé une délibération mettant à jour le régime indemnitaire de la collectivité suite à un échange sur les principes d'attribution de régime indemnitaire.

Cette délibération a mis en place le RIFSEEP pour les cadres d'emplois pour lesquels les textes étaient déjà parus et a redéfini les modalités d'attribution pour les autres cadres d'emploi.

Il était indiqué que pour les cadres d'emplois, dont les arrêtés déclinant le RIFSEEP aux corps de référence n'étaient pas parus, la mise à jour serait faite par l'élaboration d'une nouvelle délibération avec une mise à jour annuelle au minimum.

La dernière mise à jour date du 19 décembre 2019.

Depuis cette date, le décret 2020-182 du 27 février relatif au régime indemnitaire des agents de la Fonction Publique Territoriale est paru.

Ce texte impacte les cadres d'emplois suivants :

- Conseillers des APS
- Educateurs de Jeunes Enfants, Auxiliaire de puériculture
- Ingénieurs (modification des montants maximum)
- Techniciens

Il est donc proposé de modifier la délibération du 13 décembre 2018, modifiée le 28 mars 2019 et le 19 décembre 2019 en intégrant les modifications suivantes :

Introduction- suppression de l'information concernant la mise à jour en fonction des parutions des arrêtés déclinant le RIFSEEP. En effet, l'ensemble des cadres d'emplois présents au sein de la collectivité sont dorénavant gérés par le RIFSEEP.

I- modification de la liste des cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP

I-C-

I- Le décret définit le corps d'équivalence du cadre d'emplois des ingénieurs, et les plafonds annuels réglementaires sont réajustés. Ils correspondent aux montants des Attachés. Regroupement dans le tableau des cadres d'emplois des attachés et des ingénieurs. Suppression de la ligne dédiée pour les

ingénieurs :

| | | | | | | | | | |
|-------------------------|----------|------------------------|------------------------|-----|------|----------|---------|-----|-------|
| Attachés, Ingénieurs | Groupe 1 | F1 | 3 ^{ème} grade | 0 € | 1520 | 36 210 € | 6 390 € | 0 € | 700 € |
| | | | 2 ^{ème} grade | | 1500 | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | 1480 | | | | |
| | | F2 | 3 ^{ème} grade | | 1220 | | | | |
| | | | 2 ^{ème} grade | | 1200 | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | 1180 | | | | |
| | | F3 | 3 ^{ème} grade | | | | | | |
| | | | 2 ^{ème} grade | | 750 | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | 730 | | | | |
| | | F4 | 3 ^{ème} grade | | | | | | |
| | | | 2 ^{ème} grade | | 625 | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | 605 | | | | |
| | Groupe 2 | F5 | 3 ^{ème} grade | 0 € | | 32 130 € | 5 670 € | 0 € | 700 € |
| | | | 2 ^{ème} grade | | 580 | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | 560 | | | | |
| F6 | | 3 ^{ème} grade | | | | | | | |
| | | 2 ^{ème} grade | 500 | | | | | | |
| | | 1 ^{er} grade | 480 | | | | | | |

2- Ajout du cadre d'emplois des techniciens dans le tableau avec les autres cadres d'emplois de catégorie B)

| | | | | | | | | | | | | | | |
|--|----------|----|------------------------|-----|-----|----------|---------|-----|-------|-----|----------|---------|-----|-------|
| Rédacteurs Animateur Educateur des APS Techniciens | Groupe 1 | F3 | 3 ^{ème} grade | 0 € | 550 | 17 480 € | 2 380 € | 0 € | 700 € | | | | | |
| | | | 2 ^{ème} grade | | 530 | | | | | | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | 510 | | | | | | | | | |
| | | F4 | 3 ^{ème} grade | | 425 | | | | | | | | | |
| | | | 2 ^{ème} grade | | 405 | | | | | | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | 385 | | | | | | | | | |
| | Groupe 2 | F5 | 3 ^{ème} grade | | 0 € | | | | | 380 | 16 015 € | 2 185 € | 0 € | 700 € |
| | | | 2 ^{ème} grade | | | | | | | 360 | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | | | | | | 340 | | | | |
| | | F6 | 3 ^{ème} grade | | | | | | | 300 | | | | |
| | | | 2 ^{ème} grade | | | | | | | 280 | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | | | | | | 260 | | | | |

3- Ajout des montants pour le cadre d'emplois des Educateurs de Jeunes Enfants

| | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------------|----------|----|------------------------|-----|-----|----------|---------|-----|-------|-----|----------|---------|-----|-------|
| Educateurs de Jeunes Enfants | Groupe 1 | F3 | 3 ^{ème} grade | 0 € | | 14 000 € | 1 680 € | 0 € | 700 € | | | | | |
| | | | 2 ^{ème} grade | | 750 | | | | | | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | 730 | | | | | | | | | |
| | | F4 | 3 ^{ème} grade | | | | | | | | | | | |
| | | | 2 ^{ème} grade | | 625 | | | | | | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | 605 | | | | | | | | | |
| | Groupe 2 | F5 | 3 ^{ème} grade | | 0 € | | | | | | 13 500 € | 1 620 € | 0 € | 700 € |
| | | | 2 ^{ème} grade | | | | | | | 580 | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | | | | | | 560 | | | | |
| | | F6 | 3 ^{ème} grade | | | | | | | | | | | |
| | | | 2 ^{ème} grade | | | | | | | 500 | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | | | | | | 480 | | | | |

4- Ajout du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture avec les autres cadres d'emplois de catégorie C)

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|----------|------------------------|------------------------|-----|-----|----------|---------|-----|-------|-----|----------|---------|-----|-------|
| Adjoints Administratifs Adjoints d'animation Opérateurs des APS ATSEM Agents sociaux Agents de maîtrise Adjoints techniques Auxiliaire de Puériculture | Groupe 1 | F3 | 3 ^{ème} grade | 0 € | 450 | 11 340 € | 1 260 € | 0 € | 700 € | | | | | |
| | | | 2 ^{ème} grade | | 430 | | | | | | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | 410 | | | | | | | | | |
| | | F4 | 3 ^{ème} grade | | 325 | | | | | | | | | |
| | | | 2 ^{ème} grade | | 305 | | | | | | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | 285 | | | | | | | | | |
| | Groupe 2 | F5 | 3 ^{ème} grade | | 0 € | | | | | 280 | 10 800 € | 1 200 € | 0 € | 700 € |
| | | | 2 ^{ème} grade | | | | | | | 260 | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | | | | | | 240 | | | | |
| F6 | | 3 ^{ème} grade | 200 | | | | | | | | | | | |
| | | 2 ^{ème} grade | 180 | | | | | | | | | | | |
| | | 1 ^{er} grade | 160 | | | | | | | | | | | |

5- Ajout des montants pour le cadre d'emplois des Conseillers des APS

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------|----------|----|------------------------|-----|-----|----------|---------|-----|-------|-----|----------|---------|-----|-------|
| Conseillers des APS | Groupe 1 | F3 | 3 ^{ème} grade | 0 € | | 25 500 € | 4 500 € | 0 € | 700 € | | | | | |
| | | | 2 ^{ème} grade | | 750 | | | | | | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | 730 | | | | | | | | | |
| | | F4 | 3 ^{ème} grade | | | | | | | | | | | |
| | | | 2 ^{ème} grade | | 625 | | | | | | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | 605 | | | | | | | | | |
| | Groupe 2 | F5 | 3 ^{ème} grade | | 0 € | | | | | | 20 400 € | 3 600 € | 0 € | 700 € |
| | | | 2 ^{ème} grade | | | | | | | 580 | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | | | | | | 560 | | | | |
| | | F6 | 3 ^{ème} grade | | | | | | | | | | | |
| | | | 2 ^{ème} grade | | | | | | | 500 | | | | |
| | | | 1 ^{er} grade | | | | | | | 480 | | | | |

II- Suppression de l'ensemble du chapitre :

A- Il n'y a plus de poste d'assistant d'enseignement artistique au sein de la collectivité. Pas de nécessité de conserver ce paragraphe.

B- Suppression des paragraphes B, C, D et E. Ces cadres d'emplois sont intégrés au RIFSEEP.

III- Du fait de la suppression du chapitre II – renumérotation du chapitre III en chapitre II

IV- Du fait de la suppression du chapitre III – renumérotation du chapitre IV en chapitre III

Le Comité Technique a émis un avis favorable lors de sa séance du 22 juin 2020.

La Commission du personnel a émis un avis favorable lors de sa séance du 22 juin 2020.

Il est proposé :

- **De modifier la délibération du 13 décembre 2018 avec les modifications détaillées ci-dessus**
- **De dire que la version consolidée de la délibération du 13 décembre 2018 est jointe en annexe à cette nouvelle délibération**
- **D'appliquer le régime indemnitaire proposé ci-dessus à compter du 1er août 2020**
- **De dire que les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les dispositions proposées.

Monsieur Henri SAVINA demande des précisions. Madame Sandrine SIMON explique le principe du RIFSEEP et l'obligation de s'adapter au fur et à mesure de la sortie des textes réglementaires. Le document annexé récapitule l'ensemble du dispositif.

Délibération N° DE 53-2020

Objet : Office public de l'habitat – Douarnenez Habitat – Désignation des membres du Conseil d'administration

Conformément à la loi ALUR (Art.114) du 24 mars 2014, Douarnenez Communauté est la collectivité de rattachement de l'Office Douarnenez Habitat depuis le 1^{er} janvier 2017.

Suite aux élections municipales puis lors de sa première réunion suivant son renouvellement total, Douarnenez Communauté détermine l'effectif du conseil d'administration de Douarnenez Habitat (17 administrateurs) et désigne la majorité de ses membres avec une répartition des sièges définie de la manière suivante :

| EFFECTIF DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : 17 | | | |
|--|---|---|---|
| 9 représentants de Douarnenez Communauté désignés par le conseil communautaire | ➤ Dont membres du conseil communautaire | 6 | |
| | ➤ *Dont personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement et de financement de ces politiques, ou en matière d'affaires sociales. | Non élues de la collectivité de rattachement | 2 |
| | | Qualité d'élu(e) local(e) d'une collectivité ou d'un EPCI autre la collectivité de rattachement | 1 |
| *Membre représentant des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées | | 1 | |
| *Membre désigné par la Caisse d'allocations familiales (CAF) | | 1 | |
| *Membre désigné par l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) | | 1 | |
| *Membre désigné par les associés 1% logement | | 1 | |
| *Membre désigné par les organisations syndicales | | 1 | |
| Membres représentant les locataires (dont le mandat se poursuit) | | 3 | |

**Eu égard à la loi du 12 mars 2012 (art.52) modifiée par la loi du 20 avril 2016 (art.53), la fédération des OPH encourage la collectivité de rattachement à s'engager dans le principe de parité (50% hommes – 50% femmes) concernant la désignation des personnalités qualifiées, afin d'éviter le risque de remise en cause ultérieure d'une désignation.*

Il est donc proposé de désigner, pour siéger au conseil d'administration de Douarnenez Habitat, les membres suivants :

- Membres issus du conseil communautaire :
 - Marc RAHER
 - Dominique TILLIER
 - Hugues TUPIN
 - Philippe AUDURIER
 - Henri SAVINA
 - Françoise LAOUENAN-LE LEC
- Personnalités qualifiées non élues de la collectivité de rattachement :
 - Alain NICOLAS
 - Marie-Louise JAFFRY
- Personnalité qualifiée ayant la qualité d'élu(e) local(e) d'une collectivité ou d'un EPCI autre que la collectivité de rattachement :
 - Marie-Pierre BARIOU
- Représentant d'associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées :
 - Jos LE GALL

Le conseil communautaire est également informé que, conformément aux dispositions de l'article R 421-8 du Code de la Construction et de l'Habitation, les autorités chargées de désigner les autres membres du conseil d'administration ont été invitées à désigner leurs représentants.

Il est proposé :

- **De valider les propositions et désignations proposées ci-dessus.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les dispositions proposées.

Madame Sandrine SIMON rappelle les risques de conflit d'intérêt quant aux candidatures présentées, suite à la signature de la charte de l' élu lors du conseil du 9 juillet 2020.

Dès lors que 7 élus ont présenté leurs candidatures, un vote a eu lieu et les 6 sièges au sein de Douarnenez habitat ont été accordés aux élus recueillant le plus de vote.

Délibération N° DE 54-2020

Objet : Demande de raccordement au réseau d'adduction en eau potable et participation par fonds de concours

Un usager de Kersuillec, à Pouldergat, a interrogé le service eau et assainissement de Douarnenez communauté sur la possibilité du raccordement de son habitation (usage particulier) au réseau public d'eau potable de Douarnenez Communauté.

Il est actuellement desservi par un puits. Il n'a pas signalé de problèmes relatifs à la quantité et à la qualité d'eau disponible.

Le réseau public est relativement éloigné du réseau d'eau potable et l'habitation est située hors du schéma de distribution d'eau potable.

Le service Eau et Assainissement a transmis un devis en date du 10 janvier 2020 d'un montant H.T. de 7640,82 € pour 210 ml.

Le 29 janvier 2020, l'usager a transmis un courrier au service des Eaux pour demander une aide financière.

La réalisation de travaux d'extensions du réseau AEP, destinées à la seule alimentation de propriétés privées hors du périmètre du schéma de distribution AEP, ne saurait être envisagée sans une participation financière de la part des propriétaires.

Lors des précédentes demandes (DE 97-2019 et DE 18-2020), une participation correspondant à 60% du montant de l'opération avait été demandée aux propriétaires. Celle-ci avait été concrétisée par la signature d'une convention de participation par fonds de concours et par une durée de validité de 3 mois des propositions.

Si la même participation est demandée, il resterait 40 % du montant à la charge de Douarnenez communauté, soit un montant total de 3 056,33 €HT. Ces travaux pourraient être réalisés en 2020.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du 4 juin 2020,

Il est proposé :

- **De valider la participation financière de Douarnenez communauté à hauteur de 40%.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les dispositions proposées.

Madame Katell CHANTREAU demande si ce type de demande est fréquent. Madame Anne-Laure LE GOURRIEREC, Directrice du service Eaux et assainissement, indique qu'il y a eu 3 demandes en 2019.

Madame Isabelle CLEMENT demande s'il s'agit d'une nouvelle construction et si le bâtiment est raccordable facilement. Madame Anne-Laure LE GOURRIEREC répond qu'il est possible de raccorder même si le diamètre est petit. Toutefois le secteur n'a pas vocation à être construit davantage.

Monsieur Philippe LE MOIGNE demande le diamètre.

Questions diverses

- Propreté urbaine - Conteneurs ordures ménagères sur le port du Rosmeur: Madame Jocelyne POITEVIN alerte sur les déchets sur le « mur de la honte ». Elle indique que l'unique conteneur ordures ménagères est toujours plein et souhaite qu'il soit vidé plus souvent ou qu'un deuxième conteneur soit rajouté. Monsieur Emmanuel TRARIEUX, DST, répond que cette zone dépend du Syndicat portuaire de

Cornouaille qui en a délégué la gestion à la CCI. Le conteneur, à destination des professionnels, dépend donc de la CCI. Monsieur Henri SAVINA propose qu'on place un autre conteneur à proximité mais hors de la zone gérée par la CCI. Madame Florence CROM va réfléchir, avec les services, à cette question.

Séance levée à 20h40

**Le Président,
Philippe AUDURIER**

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

**Le secrétaire de séance
Marc RAHER**

A handwritten signature in blue ink, featuring a vertical oval shape and a long horizontal stroke extending to the right.